

## **Des suppressions massives de postes sont annoncées dans les écoles, collèges et lycées de Picardie**

Les propositions du ministre sont aujourd'hui connues. Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux va se traduire par de nombreuses fermetures de postes dans l'ensemble des secteurs de l'Education Nationale.

Elles atteignent, cette année, un niveau encore jamais vu, ainsi dans l'Académie d'Amiens, on annonce :

- 149 postes supprimés dans les écoles (3367 pour la France),
- 198 postes dans les collèges et lycées (4800 pour la France),
- l'administration (rectorat, inspections académiques) n'est pas épargnée avec la suppression envisagée de 16 emplois (600 pour l'ensemble du pays).

Toutes ces fermetures seront confirmées au CTP ministériel le mardi 21 décembre. Quel très mauvais cadeau à la vieille des fêtes de Noël !

Ces propositions vont entraîner dans les écoles :

- de nombreuses fermetures de postes en maternelle et l'arrêt quasi-total de la scolarisation des moins de trois ans,
- la destruction de ce qui reste des RASED,
- la suppression de nombreux postes de remplaçants,
- la diminution de moyens mis à la formation (postes de maîtres formateurs, conseillers pédagogiques,...).

Mais, tout ceci ne suffira pas, il faudra trouver d'autres «gisements de moyens» et on ne pourra échapper à l'augmentation des effectifs par classe.

Dans le second degré, qui devrait connaître une hausse de 4000 élèves à la rentrée (plus 1,7% en Picardie), les 198 postes supprimés auront des conséquences :

- sur le nombre d'élèves par classe,
- dans les moyens alloués à l'Education Prioritaire (ZEP)
- sur les filières offertes,
- et pour la formation des enseignants.

Pour le Sgen-CFDT cette nouvelle attaque contre l'école n'est pas de nature à lutter contre les inégalités scolaires que PISA a révélées. En effet, comment amener les élèves en difficulté, souvent issus des milieux les plus défavorisés à réussir, en donnant de moins en moins de moyens à l'Education Nationale ? Les choix gouvernementaux successifs depuis près de 10 ans ont entraîné une dégradation lente mais bien réelle des conditions d'études des élèves et des conditions de travail des enseignants. Le gouvernement a beau essayer de cacher cette réalité derrière de vrais faux débats comme celui sur les rythmes scolaires, il ne pourra convaincre personne que cette baisse de moyens, jamais vue, aura des conséquences positives sur les résultats futurs des élèves.

Dès la reprise de janvier, le Sgen-CFDT entend mobiliser fortement tous les défenseurs du service public d'éducation.